

# Avis de gros temps sur l'Afrique

Le ralentissement chinois, la chute du prix des matières premières et la persistance de faiblesses structurelles mettent à mal la croissance africaine. Avec des **effets déstabilisateurs** plus ou moins forts selon les pays

CLAIRE GUÉLAUD

**E**lle est régulièrement présentée comme le continent qui monte, celui où il faut investir. Le magazine britannique des affaires *The Economist* s'extasie sur son décollage après l'avoir classée, en 2000, dans les régions « sans espoir ». Et voici que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale promettent à l'Afrique subsaharienne une croissance moyenne inférieure à 4 % cette année, plus faible qu'en 2009, et loin des 6,5 % qui étaient son lot avant la crise des subprimes ! L'Afrique – presque – noire que l'on croyait enfin bien partie, serait-elle retombée dans ses ornières ? Ou s'est-on trompé, comme l'a déclaré l'économiste Olivier Blanchard au *Monde* à propos des émergents, sur les ressorts de sa croissance ? Sa résilience, qui lui avait permis d'absorber sans dommages excessifs la dernière récession, n'est plus ce qu'elle était. Or la fin du boom des matières premières, le ralentissement chinois, l'appréciation du dollar, des conditions financières moins favorables et la persistance de faiblesses domestiques conjuguent leurs effets pour déstabiliser le continent.

## SITUATION TENDUE AU NIGERIA

Les difficultés ne sont pas générales. Certains pays inégalement dotés en ressources, comme la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Mozambique, le Rwanda et la Tanzanie, devraient voir leur produit intérieur brut (PIB) progresser de 7 % cette année. Mais la croissance moyenne du continent, elle, se limitera à 3,7 %-3,8 %. Soit 0,9 point de moins qu'en 2014. « L'activité a décéléré sensiblement. La croissance devrait rester de l'ordre de 6 % en 2015 dans les pays à bas revenus, mais elle sera divisée par deux chez les producteurs de pétrole », estimait, le 9 octobre à Lima (Pérou), Antoinette Sayeh, directrice du département Afrique du FMI et ancienne ministre des finances du Liberia.

La dégringolade des prix des matières premières, en baisse de plus de 50 % au second semestre 2014 et de 25 % entre mai et août 2015, a eu des effets ravageurs sur les pays producteurs de pétrole et « plus mesurés ailleurs », précisait, le 10 octobre, le Sénégalais Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique, en marge des assemblées annuelles du Fonds et de la Banque à Lima. Certains pays ont beaucoup souffert de la baisse des prix du cuivre (-25 %) et du minerai de fer (-40 %). En Zam-

bie, par exemple, où le cuivre représente 70 % des rentrées budgétaires de l'État, les compagnies minières ont taillé de manière draconienne dans leurs effectifs, quand elles n'ont pas purement et simplement mis la clef sous la porte, à l'image de Glencore en 2014. Pas de chance : la même année, le pays faisait face à une terrible sécheresse...

Dans les économies ultra-dépendantes aux matières premières, les comptes courants et les budgets sont devenus déficitaires ou, quand ils étaient déjà dans le rouge, les déficits se sont creusés. Ils sont plus importants qu'au début de la crise de 2008. La détérioration des termes de l'échange a eu un impact rapide et spectaculaire. Le déficit courant du Nigeria, première puissance économique de l'Afrique subsaharienne, est passé de 0,6 % à 3,6 % du PIB en seulement trois mois. Parallèlement, les revenus de l'État nigérian et des gouvernements locaux se sont effondrés (-40 %) au premier semestre 2015. Les autorités ont fait des coupes claires dans les dépenses publiques d'investissement et de fonctionnement (le paiement des salaires des fonctionnaires a été plusieurs fois différé). Le ralentissement de l'économie affecte surtout le secteur manufacturier : les raffineries tournent au ralenti, notamment du fait de l'insuffisance des infrastructures et de l'approvisionnement en électricité. Un problème endémique.

La situation est si tendue que le gouvernement nigérian semble décidé à accélérer l'adoption au Parlement de son projet de loi de 2008 sur la réforme de l'industrie pétrolière qui vise à redéfinir la fiscalité dans le secteur de l'exploitation des hydrocarbures, à augmenter la part revenant à l'État nigérian, et à restructurer la compagnie pétrolière nationale nigérienne (NNPC). Le texte prévoit aussi que les sociétés pétrolières internationales devront allouer 10 % de leur bénéfice net à un fonds en faveur des régions productrices de pétrole et gaz. Selon le patron de NNPC, Emmanuel Kachikwu, ancien vice-président exécutif d'ExxonMobil Africa nommé en août par le président Muhammadu Buhari, le montant des « investissements que nous perdons en moyenne chaque année parce que le projet de loi n'a pas été mis en place dépasse les 15 milliards de dollars » (13,7 milliards d'euros). Le Nigeria dépend à 70 % de ses exportations de brut pour son budget et à 90 % pour ses recettes en devises. C'est dire à quel point le sujet est sensible.

L'Angola, que le premier ministre portugais invitait, dans un savoureux retournement

de l'histoire, à investir au Portugal, et qui a attiré les jeunes Portugais en quête de travail, est à la peine. La chute des ressources budgétaires a conduit à l'abandon de certains projets d'investissements publics et elle complique la diversification en cours de l'économie. En République du Congo, c'est dans les dépenses de fonctionnement que le gouvernement a décidé de tailler, préférant préserver, dans la mesure du possible, le financement des infrastructures. Des projets miniers ont toutefois été remis à plus tard pour cause de perspectives mondiales incertaines du marché du minerai de fer.

## L'EFFET CHINOIS

Le ralentissement économique chinois a ajouté ses effets à ceux de la fin du boom des matières premières (qu'il a d'ailleurs amplifiés, voir provoqué). En quelques années, la Chine est passée du statut de quantité négligeable à premier partenaire commercial de l'Afrique subsaharienne. Dans de nombreux pays comme l'Angola, la Gambie, la République démocratique du Congo, la Mauritanie, la République du Congo, la Sierra Leone et la Zambie, les exportations avec l'ancien empire du Milieu représentent plus de 40 % du total des exports. Difficile de s'en étonner : la Chine consomme 11 % du pétrole brut mondial, 57 % du cuivre et les deux tiers du minerai de fer.

Entre 2011 et 2014, près de 60 % des exportations d'Afrique subsaharienne vers Pékin étaient composées de minéraux, de métaux et de pétrole. La moindre demande chinoise les affecte très directement, ce que l'ancienne ministre du plan du Cap Vert, Cristina Duarte, soulignait, début octobre, en ces termes : « On nous assure que l'économie chinoise est en train d'atterrir en douceur. Cela me fait rire. Le hard landing, il est pour nous ! » L'actualité donne raison à l'ex-candidate à la présidence de la Banque africaine de développement : l'Afrique du Sud, par exemple, est sévèrement affectée par la diminution de la demande chinoise d'or, de platine, de fer et de charbon. Le gouvernement de Pretoria a dû revoir à la baisse ses prévisions économiques. Or une croissance sud-africaine plus faible peut avoir des répercussions sur les principaux partenaires de ce pays, qu'il s'agisse des membres de l'Union douanière d'Afrique australe ou du Mozambique.

Les niveaux élevés de déficits jumeaux (comptes courants et budgets), conjugués à la forte appréciation du dollar, ont mis les devises à rude épreuve en 2015. A la fin septembre, selon la Banque mondiale, le cedi gha-

néen et le rand sud-africain avaient cédé plus de 25 % face au dollar par rapport à juin 2014. La chute du naira nigérian s'est limitée à 23 % tandis que le kwanza angolais, le shilling ougandais et le kwacha zambien reculaient respectivement de 38 %, 45 % et 80 %. Pour limiter la demande de devises étrangères, les autorités angolaises et nigérianes ont pris des mesures administratives, qui ont freiné l'activité dans le secteur privé. Les réserves de change de nombreux pays ont fondu.

#### REPRISE FRAGILE EN 2016

L'Afrique subsaharienne aborde donc dans des conditions de plus grande fragilité les années 2016 et 2017, qui devraient voir la croissance repasser la barre des 4 %, sans retrouver son niveau moyen d'avant la crise. L'environnement économique et géopolitique reste complexe : les flux de capitaux entrant dans la région diminuent. Les investisseurs sont plus regardants. Les pays qui empruntent le font dans de moins bonnes conditions. La Banque mondiale fait observer que la réduction des flux de capitaux et d'investissements directs étrangers a un impact « *plus fort* » dans les pays où les investissements de portefeuilles sont importants. C'est le cas en Afrique du Sud qui, décidé-

ment, accumule les difficultés, entre le bas prix des matières premières, son chômage massif, la faiblesse de ses infrastructures et ses problèmes d'approvisionnement énergétique, ses relations sociales tendues et l'incertitude politique qui prévaut dans le pays. La reprise devrait y être modérée, comme au Nigeria et en Angola.

La variété demeure la règle. Dans les pays où l'économie de marché est la plus développée, le Ghana devrait s'en sortir plutôt bien grâce à l'augmentation de sa production de pétrole et à l'atténuation de ses difficultés d'approvisionnement en électricité. En Zambie, en revanche, le bas prix du cuivre pèse toujours sur la reprise. Ailleurs, y compris dans les pays à bas revenus, les projets d'investissement de grande ampleur dans le domaine de l'énergie et des transports, la résistance de la consommation des ménages et l'investissement continu dans les ressources naturelles devraient soutenir l'activité. La Côte d'Ivoire est dans ce cas.

Néanmoins, les risques entourant les prévisions de la Banque pour l'Afrique subsaharienne sont baïssières. Leurs faiblesses macroéconomiques rendent de nombreux pays vulnérables aux chocs, domestiques ou

externes. Mais, comme le pense Makhtar Diop, la fin du cycle haussier des matières premières peut aussi être une chance pour le développement durable, si elle incite les pays africains à diversifier leurs économies. Ce qui suppose que leurs dirigeants aient à cœur, entre autres, d'améliorer le climat des affaires et la collecte de l'impôt, de continuer à investir et de moderniser l'agriculture. Ce que la Cap-Verdienne Cristina Duarte appelle « la diversification sous contrainte ». ■

**LA CROISSANCE  
MOYENNE  
DU CONTINENT  
SE LIMITERA À  
3,7%-3,8%. SOIT  
0,9 POINT DE  
MOINS QU'EN 2014**

## Au Burkina, l'espoir de l'agropôle

**CE SONT LES PRÉMICES** d'une nouvelle stratégie. A 230 kilomètres de Ouagadougou, une aire de 500 000 hectares concentre les espoirs économiques du Burkina Faso. L'agropôle de Bagré, fruit de la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (Scadd), adoptée en 2010 par le gouvernement, est le premier pôle de croissance du Burkina Faso.

Agriculture, élevage, pisciculture, industrie, services, logements... 108 opérateurs économiques ont investi cette zone du centre-est du pays. La production à grande échelle devrait démarrer en 2017. L'objectif de ce projet pilote : diversifier et transformer les productions pour que l'économie burkinabée s'affranchisse de l'or et du coton.

Les deux matières premières représentent près de 70 % des recettes d'exportations du Burkina. En un an, l'or et le coton ont respectivement perdu 9 % et 6,4 % de leur valeur. Une chute des cours qui a contraint le ministère de l'économie à revoir ses perspectives de croissance pour cette année, 4,4 % au lieu des 5 % annoncés.

« Ce problème de dépendance vis-à-vis

des cours se pose depuis les années 1990. Diversifier notre économie est une priorité », souligne Fidele Bama, directeur général de l'économie et de la planification. *Pour que cette stratégie soit efficace, il faut de l'industrie de transformation.* Et dans ce domaine, tout reste à faire.

« Les usines de transformation sont peu nombreuses au Burkina. Or ce sont elles qui peuvent créer de la valeur et contribuer à rendre le pays moins dépendant des cours des matières premières », souligne Pègnani Ouarma, chef de service de la promotion de l'entreprise à la chambre de commerce et d'industrie.

Dans le secteur légumier, le pays ne dispose ainsi que d'une usine de transformation, STFL, à Loumbila, au nord-est de Ouagadougou. En construction depuis plus de cinq ans, l'unité de transformation de tomates et de mangues est au point mort. Sa production n'a pas encore démarré, à cause de problèmes budgétaires et techniques.

**Stratégie étendue à la région minière** Alors l'Etat compte sur l'agropôle de Bagré pour attirer des industriels prêts

à travailler les produits. « Une usine de transformation de riz est déjà en place, l'Udirba. D'autres devraient suivre », espère Nicolas Kobiane. Le directeur général des pôles de croissance et de compétitivité préfère n'avancer ni chiffres ni noms pour le moment.

A travers ces projets, le Burkina Faso souhaite surtout encourager la diversification dans le secteur agricole, qui représente près de 45 % de son PIB. Aussi l'Etat a-t-il étendu sa stratégie à la région minière par excellence : le Sahel. De l'élevage, de l'industrie et des cultures devraient former un nouveau pôle de croissance autour des mines de la région.

Un moyen pour l'Etat de réduire sa dépendance vis-à-vis du secteur. L'affaire est urgente. En 2014, les recettes minières ont représenté 12 % des recettes totales de l'Etat. « La durée de vie d'une mine est de dix ou quinze ans, rappelle Fidele Bama. Nous devons commencer à préparer l'après-mines. » Selon le ministère de l'économie, le nouveau pôle sera mis en œuvre à la fin du premier trimestre 2016. ■

MORGANE LE CAM



## Le rêve envolé du pétrole kényan

**C'ÉTAIT LE 26 MARS 2012**, il y a seulement trois ans. Ce jour-là, le ministre de l'énergie kényan de l'époque, Kiraitu Murungi, brandissait, face à la presse, sourire aux lèvres, une fiole remplie d'un liquide noirâtre. Le groupe britannique Tullow Oil venait en effet de découvrir un immense gisement de pétrole, de 600 millions de barils, dans la région du Turkana, au nord-ouest du pays.

L'époque était à la fête et le prix du baril à plus de 100 dollars. Mais la chute des prix du pétrole a entraîné avec elle les ambitions pétrolières du pays. L'or noir kényan ne serait en effet rentable qu'à partir de 70 dollars le baril. Envisagée au départ en 2017, l'exploitation commerciale a été repoussée à 2020, sinon plus tard. Si l'on en croit les chiffres donnés par le quotidien kényan *The Nation*, les activités d'explorations pétrolières auraient chuté de moitié cette année au Kenya.

Tullow Oil, qui possède les cinq principaux blocs d'exploitation du pays et dont le chiffre d'affaires a chuté de 16 % en 2014, a largement réduit ses opérations dans le Turkana. « *Il y avait 3 000 personnes qui travaillaient directement pour les compagnies pétrolières dans la région. Au moins 2 500 ont perdu leur emploi*, explique Ikal Angelei, directrice de l'association Friends of Turkana. *Et je ne parle même pas de tous les gens travaillant comme chauffeur, ou dans l'hôtellerie et la restauration.* »

Du côté des finances publiques, la baisse des activités des compagnies pétrolières risque d'être difficile à supporter. Tullow Oil a payé à lui seul pour 3,8 milliards de shillings kényans (34 millions d'euros) d'impôts à l'Etat en 2014 afin de mener ses activités d'exploration. Cependant, à court terme, la croissance économique pourrait tirer profit de l'effondrement du prix du baril.

### Plusieurs projets au point mort

Le Kenya demeure pour l'instant un pays importateur de pétrole. Selon la National Oil Corporation of Kenya, les importations d'or noir représenteraient près d'un tiers des importations totales du pays, soit 350 milliards de shillings kényans (un peu plus de 3 milliards d'euros). La baisse des prix du pétrole pourrait avoir des répercussions positives sur le pouvoir d'achat des Kényans et sur le prix des biens de consommation, freinant une inflation qui a frôlé les 6 % au mois de septembre par rapport à l'année 2014, selon la Banque centrale du Kenya.

Aly Khan Satchu, analyste financier à Nairobi, n'y croit qu'à moitié. « *Malgré un léger ralentissement de l'inflation, il n'y a pas eu de relance de l'économie depuis un an et la chute du prix du baril, explique-t-il. La baisse des prix du baril n'a eu que peu d'impact sur le prix des biens de consommation et le prix à la pompe. Au Kenya, nous avons un système extrêmement opaque de fixation des prix, très corrompu.* »

En attendant, plusieurs projets de développement sont au point mort. Il en va ainsi du Lapsset, le gigantesque corridor pétrolier qui devait relier les champs pétroliers ougandais et du Turkana au port de Lamu, sur la côte kényane. L'été dernier, le tracé du pipeline semblait avoir été arrêté par Kampala et Nairobi. Mais devant le ralentissement de l'activité au Turkana, le gouvernement ougandais a décidé d'étudier la faisabilité d'un corridor « sud », soutenu par Total, débouchant non plus sur la côte kényane, mais en Tanzanie sur le port de Tanga. L'abandon du Lapsset pourrait ainsi doucher tous les espoirs de développement du nord du Kenya, négligé depuis l'indépendance. L'année 2012 semble bien loin. ■

BRUNO MEYERFELD